

REVUE
HISTORIQUE
DES
ARMÉES

Revue historique des armées

264 | 2011
France-Grande-Bretagne

L'Angleterre, ennemie héréditaire ?

England, hereditary enemy?

Philippe Chassaigne



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rha/7313>

ISBN : 978-2-8218-1124-9

ISSN : 1965-0779

Éditeur

Service historique de la Défense

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2011

Pagination : 3-10

ISSN : 0035-3299

Référence électronique

Philippe Chassaigne, « L'Angleterre, ennemie héréditaire ? », *Revue historique des armées* [En ligne], 264 | 2011, mis en ligne le 06 septembre 2011, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rha/7313>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Revue historique des armées

L'Angleterre, ennemie héréditaire ?

England, hereditary enemy?

Philippe Chassaing

- 1 L'Angleterre, « ennemie héréditaire » : l'expression ne mériterait-elle pas d'être formulée à la voix affirmative, plutôt qu'interrogative ? La litanie des face-à-face, longtemps apprise par cœur dès l'école primaire par tout écolier français, semble s'égrener, interminable et implacable : l'Écluse, de Crécy, Poitiers et Azincourt pendant la guerre de Cent Ans (1337-1453), ou encore Jeanne d'Arc brûlée vive à Rouen en 1429, le tout partiellement compensé par la défaite du connétable Talbot à Castillon (1453) ; Marlborough écrasant les Français à Blenheim (1704) ; Fontenoy et la « guerre en dentelles » (1745) ; Dupleix battu par Clive à Plassay (1757) ; les Plaines d'Abraham et la perte du Québec (1759) ; Nelson à Trafalgar (1805) et Wellington à Waterloo (1815) ; Kitchener forçant Marchand à rebrousser chemin à Fachoda (1898) ; Churchill faisant envoyer la flotte française par le fond à Mers el-Kebir (1940) ; le lâchage des Français par les Britanniques à Suez (1956).
- 2 À croire que l'Entente cordiale, ou le partenariat militaire pendant les deux guerres mondiales (d'ailleurs non exempte de frictions, loin de là) n'était que des parenthèses. Sans parler, à un moindre degré, des moqueries, critiques et dénigrements réciproques auxquels les médias de chaque pays s'adonnent avec délectation de façon récurrente. Les choses, pourtant – et heureusement –, sont plus complexes : la notion même d'« ennemi héréditaire » se doit d'être interrogée quant à l'invariance historique qu'elle présuppose ; quelles fonctions a-t-elle pu revêtir, par exemple dans la fixation des stéréotypes par lesquels les identités nationales se constituent et se consolident ? Est-elle toujours pertinente, au-delà de la commode agitation médiatique, au début du XXI^e siècle ?
- 3 On considère traditionnellement la guerre de Cent Ans comme marquant le début de l'antagonisme militaire et, plus fondamentalement encore, identitaire, entre Français et Anglais : non qu'il se fût agi, on le sait, d'une guerre continuelle, et encore moins d'une guerre « totale » ; mais la série de défaites cuisantes, la captivité de Jean le Bon à Londres (1356-1360), l'« occupation » de près de la moitié de la France après le traité de Troyes

(1420), contribuèrent à la naissance du sentiment national français, comme le symbolise la figure de Jeanne d'Arc, venue en 1421 « *bouter les Anglais hors de France* ». Brûlée comme hérétique à Rouen en 1429, elle fut réhabilitée et élevée au rang de martyre en 1456. En outre, comme le formula Peter Lewis, la guerre de Cent Ans « *ne s'est pas terminée en 1453* »¹ : Édouard IV en 1474-1475, Henri VII en 1492 et 1497, et Henri VIII en 1514 renouèrent avec la pratique des « chevauchées » en territoire français, même si ce fut à bien moindre échelle. Outre-Manche, les sentiments évoluaient de façon parallèle : alors que la cour des premiers Plantagenêt comprenait plus de conseillers normands ou poitevins qu'anglais, une réaction aux accents volontiers xénophobes se fit jour sous Henri III (1216-1272) : les barons révoltés contre lui en 1258 trouvaient qu'il donnait trop de pouvoir à ses conseillers « étrangers » (les Lusignan poitevins, notamment) et son épouse, française, Éléonore de Provence, fut l'objet de nombreuses critiques, tout comme, ultérieurement, Isabelle de France, Isabelle de Valois et Marguerite d'Anjou (respectivement épouses d'Édouard II, Richard II et Henri VI). Le français cessa d'être la *lingua franca* de l'aristocratie au profit de l'anglais, entre-temps devenu langue officielle des tribunaux.

- 4 Cette focalisation sur l'Angleterre eut comme effet secondaire que le royaume de France développa des affinités avec les autres nations des îles Britanniques qui avaient, elles aussi, à redouter l'expansionnisme anglais : l'*Auld Alliance* avec les Écossais (traité défensif entre John Baliol et Philippe le Bel) date de 1295 et dura jusqu'en 1560 (mort de François II, époux de Marie Stuart, reine d'Écosse) ; quant aux Irlandais, leur noblesse insurgée contre la politique de colonisation anglaise trouva refuge en France dès la « Fuite des Comtes » (1607).
- 5 Les deux pays se retrouvèrent face à face au cours d'un long XVIII^e siècle, volontiers qualifié de « *seconde guerre de Cent Ans* », entre la guerre de la ligue d'Augsbourg (1689-1697) et la défaite de Napoléon I^{er} à Waterloo, qui vint clore l'épisode des *French Wars* (1793-1815). France et Angleterre (puis Grande-Bretagne après 1707) furent en guerre à huit reprises pendant un total cumulé de 56 ans. Même si chaque guerre eut ses causes propres, et si les deux pays furent même alliés entre 1716 et 1731, la dynamique d'ensemble fut bien la volonté de l'Angleterre/Grande-Bretagne de préserver l'équilibre des puissances (*balance of power*) en Europe régulièrement mis à mal par les ambitions expansionnistes françaises, qu'elles aient émané de Louis XIV, des Conventionnels ou de Napoléon Bonaparte. C'est au cours de cette période que s'affirma la suprématie maritime britannique : elle était déjà établie au terme de la guerre de Sept Ans (1756-1763) et, lors de la guerre d'Indépendance américaine qui suivit (1776-1783), seule la combinaison des flottes française et espagnole explique les revers que subit la Navy. Cette suprématie maritime permit à la Grande-Bretagne de se trouver en 1763 à la tête d'un « premier » empire colonial, centré sur le continent américain – des côtes du Labrador à la Floride – qui, s'il devait s'effondrer 20 ans plus tard avec la reconnaissance de l'indépendance des Treize colonies américaines, n'en allait pas moins se réinventer en se basant désormais sur l'Inde.
- 6 Les historiens divergent quant à l'impact réel des affrontements de ce long XVIII^e siècle. Pour Jeremy Black ou Linda Colley, ils contribuèrent très tôt à cristalliser une aversion réciproque qui rendit chaque peuple « *l'ennemi naturel et nécessaire* » de l'autre², constituant en outre le creuset duquel émergea une identité proprement britannique se surimposant, après 1707, aux identités plus étroitement anglaise et écossaise³. François Crouzet ou Edmond Dziembowski ont pour leur part souligné le caractère plus tardif du phénomène, la capture, en 1755, de navires français sans déclaration de guerre préalable

par l'amiral Boscowen (le vrai départ de la « guerre de Sept Ans », officiellement entamée un an plus tard) ayant à l'évidence joué un rôle clef dans ce retournement des mentalités ⁴. Tous deux soulignent toutefois l'importance, pour les Français, de la rivalité avec les Habsbourg, véritable (autre) « ennemi héréditaire » depuis le début du XVI^e siècle et la lutte entre François I^{er} et Charles Quint, jusqu'à 1756 et l'alliance franco-autrichienne contre la Prusse (elle même alliée de la Grande-Bretagne).

- 7 Ce dernier élément doit nous amener à souligner, dans l'affirmation d'une conscience nationale anglaise, d'un autre « ennemi héréditaire », en l'occurrence, l'Espagne catholique (la précision est essentielle), qui cristallisa les haines tout au long des épisodes de la réforme religieuse du XVI^e siècle. La monarchie « Très Catholique » – alors que le roi de France n'était que « Très Chrétien » – ne pouvait qu'horrifier une population dont l'enrégimentement *volens volens* dans le camp protestant avait comme fondement premier un antipapisme viscéral, qui n'a d'ailleurs pas totalement disparu aujourd'hui, comme certaines réactions au récent voyage de Benoît XVI en Angleterre l'ont fort opportunément rappelé à ceux qui l'auraient oublié. Le mariage, fondamental dans sa politique de retour à Rome et au-delà, de Marie Tudor avec l'archiduc Philippe de Habsbourg, futur Philippe II, en janvier 1554, entraîna le soulèvement du Kent sous la direction de Thomas Wyatt (janvier-mars 1554). On connaît, sous le règne de sa demi-sœur et successeur, Élisabeth I^{re} (1558-1603), l'épisode de l'Invincible Armada que Philippe II avait lancée en juillet 1588 à l'assaut de l'Angleterre, et qui, après une traversée difficile de l'Atlantique, fut défaite en quelques affrontements avec les corsaires anglais, fondant ainsi le mythe de l'invincibilité de l'île devant toute invasion, et exacerbant l'orgueil national de ses habitants.
- 8 Mais la question espagnole empoisonna la diplomatie anglaise de façon plus durable : Élisabeth dut aussi manœuvrer pour empêcher les Espagnols de contrôler l'ensemble des Provinces Unies, conduisant à l'expédition de Robert Dudley sur place en 1584 ; en 1586 et 1596, Francis Drake organisa deux coups de main contre Cadix pour détruire les navires qui y étaient assemblés en vue de l'invasion de l'Angleterre ; en 1601, 6 000 soldats espagnols servaient dans l'Irlande révoltée contre la présence anglaise (guerre de Neuf Ans, 1594-1603), tandis qu'au même moment 8 000 Anglais assistaient les Hollandais révoltés contre la domination espagnole. Surtout, les premières expéditions maritimes des Anglais ne pouvaient que se faire contre les intérêts espagnols : l'Espagne était à la tête du plus grand empire colonial de l'époque, où l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud, peu connues et mal contrôlées, suscitaient d'intenses convoitises. Dans les expéditions des « chiens de mer » d'Élisabeth (les corsaires Raleigh, Drake, Hawkins...), il est impossible de ne pas voir, au-delà de la seule logique de pillage des convois espagnols, une dimension de guerre de religion. Jacques I^{er} (1603-1625) rétablit certes la paix avec les Habsbourg, mais le sentiment anti espagnol ne disparut chez ses sujets qu'au début du XVIII^e siècle, lorsque l'Espagne devint un marché privilégié pour les marchands anglais après la paix d'Utrecht (1713).
- 9 La diplomatie britannique des XVII^e-XVIII^e siècles fut donc marquée par le passage de la croisade anti espagnole au duel franco-anglais. De fait, la « seconde Guerre de Cent Ans » eut pour effet de fixer durablement les stéréotypes par lesquels chaque peuple se représentait l'autre, encore que certains événements aient pu anticiper cette évolution, comme la persécution des protestants par Louis XIV après la révocation de l'édit de Nantes, qui entraîna un afflux de réformés en Angleterre, et convainquit les Anglais du caractère despotique de la monarchie française. Le soutien de Louis XIV aux Jacobites les

persuada en outre que la lutte contre la France – pays beaucoup plus peuplé que l'Angleterre, par ailleurs – était une lutte pour la survie, sinon de leur pays, du moins de leur État. Les Français passaient sur le plan diplomatique pour irrespectueux de la parole donnée, avides de puissance ; leurs élites, frivoles et immorales ; leurs femmes, coquettes, sinon faciles ; quant à la masse de la population, elle était arriérée, soumise au double joug d'un régime despotique et d'une Église obscurantiste, qui prélevaient l'essentiel des richesses du pays à leur seul profit et la laissaient croupir dans une misère crasse (les *Voyages en France* d'Arthur Young, publiés en 1788, en sont l'une des expressions les plus suggestives).

- 10 L'animal qui les symbolisait le mieux était le lévrier, craintif et perpétuellement tremblant sur ses pattes, alors que s'affirmait l'image du bouledogue, musculeux et massif, comme emblème du peuple anglais. Inversement, les Français voyaient les Anglais comme hypocrites et égoïstes, à la recherche de l'hégémonie commerciale planétaire, arrogants, souvent grossiers dans leurs manières (ne serait-ce que de table !). Ces portraits en miroir inversé expliquent que l'idée d'un antagonisme d'ordre essentialiste ait été facilement acceptée par le plus grand nombre, même si chaque pays comporta son lot de « - philes » : les orléanistes en France, avant et après la Révolution, et, en Angleterre, un certain nombre de *lords*, ou encore les Jacobins (pensons à Charles James Fox)⁵. La période des *French Wars* marqua sans aucun doute l'apogée de ces sentiments : une gravure de 1792, intitulée « Contraste », opposait d'ailleurs termes à termes « *French* » et « *British Liberty* », c'est-à-dire « *athéisme, parjure, révolte, trahison, anarchie, assassinat, folie, cruauté, injustice, trahison, ingratitude, paresse, disette, ruine privée et nationale, malheur* » et « *religion, moralité, loyauté, respect des lois, indépendance, sûreté des personnes, justice, héritage, protection, propriété, travail, prospérité nationale, bonheur* ». On ne saurait être plus explicite.
- 11 Il n'empêche que, après 1815, les deux pays ne furent plus en guerre l'un avec l'autre. Il y eut, certes, des tensions : la question de l'indépendance belge en 1831, la crise de Syrie en 1840 ou encore la complexe affaire des mariages espagnols en 1846 et les récurrentes « *invasion scares* » (psychoses de l'invasion) chaque fois que la France faisait mine de se doter d'une marine digne de ce nom. Mais Guizot, aux Affaires étrangères de 1840 à 1848, était un solide anglophile, à la fois comme orléaniste et comme protestant, et il œuvra au rapprochement diplomatique des années 1840 connu sous l'appellation de « cordiale entente », symbolisée par les rencontres entre la jeune Victoria et Louis-Philippe, roi des Français (1843, 1844, 1845). Le règne de Napoléon III, lui-même convaincu de la supériorité britannique et de la nécessité pour la France de se mettre à l'école anglaise pour accélérer son développement économique, vit la signature du traité de libre-échange Cobden-Chevalier. N'oublions pas non plus les opérations militaires en commun lors de la guerre de Crimée (1854-1856).
- 12 La défaite de la France face aux Allemands en 1870-1871 marqua aux yeux des Britanniques la fin de toute menace d'hégémonie française sur le continent ; bientôt, le danger allemand allait leur paraître beaucoup plus prégnant – surtout lorsque Guillaume II voulut doter son pays d'une marine en adéquation avec la *Weltpolitik* qu'il s'était fixé comme objectif. On sait comment cette question navale brouilla définitivement les deux pays et précipita la conclusion de l'Entente cordiale en 1904, six ans à peine après la crise de Fachoda, humiliation nationale pour la France, épiphénomène vite oublié outre-Manche. À partir des années 1910, même si l'Entente n'évolua pas vers une alliance *stricto sensu*, les états-majors des deux pays commençaient

à élaborer des projets en commun, tandis que les psychoses d'invasion prenaient désormais l'Allemand comme cible.

- 13 La Première Guerre mondiale vit Français et Britanniques combattre côte à côte pour la première fois depuis 1854. Encore les secteurs d'opération étaient soigneusement délimités et les deux armées conservaient leur totale indépendance de manœuvre. À la longue, ce n'était pas tenable, et P. M. H. Bell a montré comment la coopération militaire entre Français et Britanniques sur le *Western Front* atteignit dès 1915-1916 un degré inimaginable avant 1914 ⁶, jusqu'à la nomination de Foch comme commandant en chef des forces alliées (1918). Ce qui n'empêcha pas les récriminations quant à l'implication réelle des uns et des autres dans les combats, chacun estimant faire plus que son partenaire. L'euphorie de la Victoire ne dura pas très longtemps : les années 1920 virent le renouveau des méfiances réciproques, les Britanniques jugeant la France revenue à un niveau de puissance continentale jamais vu depuis 1815 et indéemment acharnée à maintenir l'Allemagne en dehors du jeu diplomatique.
- 14 Ramsay MacDonald, éphémère premier chef de gouvernement travailliste (janvier-octobre 1924), est une bonne illustration de cet état d'esprit ; mais on tend à oublier l'action du francophile Austen Chamberlain, cheville ouvrière des accords de Locarno (octobre 1925), par lesquels la Grande-Bretagne souscrivait pour la première fois un engagement diplomatique contraignant en temps de paix (en l'occurrence, la garantie, conjointement à l'Italie, des frontières belge et française avec l'Allemagne). La décennie suivante fut, on le sait, plus difficile : les difficultés françaises confirmaient les pires clichés d'un pays instable, ingouvernable et irréformable, dont le seul atout était sa puissance militaire : on connaît l'apostrophe de Churchill « *Thank God for the French Army* » (mars 1933). Du côté français, tandis que Paris se fixait comme ligne diplomatique de suivre au plus près les décisions de Londres, extrême droite et extrême gauche se rejoignaient sur le terrain de l'anglophobie, rejetant qui le libéralisme et le régime parlementaire, qui le capitalisme mondialisé et l'impérialisme.
- 15 Le déclenchement de la guerre en septembre 1939 s'accompagna rapidement d'incompréhensions et de tensions entre Français et Britanniques. François Bédarida a bien montré, dans son étude du Conseil de guerre interallié, comment, dès avril 1940, les profondes divisions qui se manifestent ruinent tout espoir d'une fraternité d'armes qui allait pourtant rapidement s'avérer indispensable ⁷. Ceci contribue à expliquer, une fois l'effondrement de la France survenu en mai-juin 1940 et le régime de Vichy mis en place, l'efflorescence d'une anglophobie débridée. Il est vrai que les officiers de marine étaient le groupe le plus anglophobe de France, et que ceux-ci occupaient nombre de postes à responsabilité à Vichy (Darlan, Platon, Auphan, Bard, etc.). Ne comptait-t-on pas deux Anglais pour un Français dans les 370 000 soldats évacués de Dunkerque ? Mers el-Kebir n'était-il pas la démonstration de la brutalité dont les Britanniques étaient capables ? Pour les collaborationnistes, l'Angleterre est l'incarnation du cosmopolitisme, le fourrier du judéo-maçonnisme. La figure de Jeanne d'Arc (canonisée en 1920) reprend du service, comme au lendemain du bombardement de Rouen par la *Royal Air Force* en avril 1944, où l'on voit placardées des affiches au slogan explicite : « *Les assassins reviennent toujours sur les lieux de leur crime* » – propagande qui, on le sait bien maintenant, ne rencontra qu'un très faible écho dans la population française. Pour ce qui est des relations entre la France libre et les Britanniques, elles oscillent entre reconnaissance et soutien, et le réveil de vieilles rivalités coloniales, par exemple au Moyen Orient, avec la Syrie et le Liban. Si Churchill n'était pas « *devenu Premier ministre de Sa Majesté pour présider au démantèlement*

de l'Empire », il n'aurait sans doute pas vu d'un mauvais œil un affaiblissement de celui de la France.

- 16 Après 1945, l'image de l'Angleterre, ennemie héréditaire, ne resurgit plus qu'épisodiquement, et dans des circonstances moins dramatiques. Bien sûr, l'annonce unilatérale par Londres de son désengagement de l'expédition de Suez en réponse à l'ultimatum soviétique, et sous pression américaine (6 novembre 1956) raviva, en France, les souvenirs de Dunkerque et de Mers el-Kebir. Lorsque de Gaulle refusa, à deux reprises, l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, peut-être peut-on y voir des réminiscences de l'anglophobie de droite traditionnelle. Les périodes de tension provoquées par les exigences des Britanniques une fois entrés dans la Communauté économique européenne (notamment en 1974-1975, 1980-1984, et 1991-1993) permirent aux journalistes comme aux échos de remettre les vieux clichés au goût du jour.
- 17 Fondamentalement, pourtant, les choses avaient changé et il y a des raisons bien plus profondes pour adopter une optique plus optimiste et ce, dans le domaine qui est au cœur même de la notion d'« ennemi héréditaire » : la défense. Dès 1947-1948, par les traités de Dunkerque et de Bruxelles, les Britanniques s'associaient dans des alliances militaires contraignantes, et pour la première fois en temps de paix, aux Français et aux trois pays du Benelux. Bien sûr, c'est un exercice convenu que de rappeler, voire de dénoncer, l'atlantisme des Britanniques, qui les a rendus longtemps totalement opposés à l'idée d'une défense européenne autonome au sein de l'OTAN. Cela ne fait ressortir que mieux l'importance du sommet franco-britannique de Saint-Malo (décembre 1998) qui marqua, dans cette perspective, une révolution comportementale de la part de Londres, désormais partisane de la création de moyens militaires crédibles et autonomes pour l'Union européenne, même si ceux-ci devaient être utilisés de façon subsidiaire à ceux de l'OTAN et non en les dupliquant. Dans ce cadre nouveau, France et Grande-Bretagne, par leur statut de puissance nucléaire, par leur volonté de rester des puissances de rang mondial, susceptibles de pouvoir intervenir partout, se retrouvent nécessairement au premier plan, et leur coopération, le moteur de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD). Le traité franco-britannique de Londres de novembre 2010 constitue à la fois l'aboutissement du processus ouvert 12 ans plus tôt à Saint-Malo et le point de départ d'un rapprochement ambitieux, car allant jusqu'à la coopération nucléaire et conclu pour 50 ans, entre les forces des deux pays.
- 18 L'Angleterre, ennemi héréditaire ? Peut-être bien *“a thing of the past...”*

NOTES

1. LEWIS (Peter), « De Guillaume le Conquérant à Jeanne d'Arc : la formation des Etats nationaux », in François Bédarida, François Crouzet et Doug Johnson (dir.), *De Guillaume le Conquérant au Marché commun*, Paris, A. Michel, 1979, p. 35.
2. BLACK (Jeremy), *Natural and Necessary Enemies. Anglo-French relations in the eighteenth century*, Londres, Duckworth, 1986.
3. COLLEY (Linda), *Britons. Forging the Nation*, 1992

4. DZIEMBOWSKI (Edmond), *Un Nouveau patriotisme français, 1750-1770. La France face à la puissance anglaise à l'époque de la guerre de Sept Ans*, Oxford, Voltaire Foundation, 1998 ; CROUZET (François), « The Second Hundred Years War. Some Reflections », *French History*, 1996, 10, 4.
 5. ROBIN (Eagles), *Francophilia, in English Society, 1748-1815*, Londres, Macmillan, 2000.
 6. BELL (P. M. H.), *France and Britain, 1900-1940. Entente and Estrangement*, Londres, Longman, 1996, notamment chapitre 4 *passim*.
 7. BÉDARIDA (François), *La stratégie secrète de la Drôle de guerre*, Paris, CNRS Editions, 1979.
-

RÉSUMÉS

L'idée d'une Angleterre, ennemie héréditaire de la France, passerait presque pour une vérité d'évidence. De fait, la liste des affrontements, ouverts ou feutrés, entre les deux pays est bien connue. Anglophobie et francophobie ont, tour à tour, servi à cristalliser les identités nationales. Pourtant, il convient de ne pas oublier que chaque pays a connu d'autres « ennemis héréditaires » au cours de son histoire : les Espagnols pour les Britanniques, les Habsbourg et les Allemands pour les Français. Surtout, les évolutions récentes (depuis la fin du XX^e siècle) attestent d'une coopération militaire renforcée, les deux pays devenant le moteur de la politique européenne de sécurité et de défense.

The idea of England, as hereditary enemy of France, seems to be almost a truism. In fact, the list of confrontations, open or concealed, between the two countries is well known. Anglophobia and Francophobia have, in turn, served to crystallize national identities. Yet one should not forget that each country has known other "hereditary enemies" during its history: the Spanish for the British, the Habsburgs and the Germans for the French. Above all, recent developments (since the late twentieth century) attest to a strengthened military cooperation, the two countries becoming the drivers of European politics of security and defense.

INDEX

Mots-clés : alliance, Grande-Bretagne, relations internationales

AUTEUR

PHILIPPE CHASSAIGNE

Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Bordeaux 3, il est spécialiste d'histoire britannique. Il a notamment publié une *Histoire de l'Angleterre des origines à nos jours* (Champs-Flammarion, 3^e éd. mise à jour, 2008) et *La Grande-Bretagne et le monde de 1815 à nos jours* (A. Colin, 2^e éd., 2009), ainsi que co-dirigé, avec Michael Dockrill, *Anglo-French Relations from Fashoda to Jospin* (Palgrave-Macmillan, 2000).